

**CHARTRE DU RESAU DE SURVEILLANCE
EPIDEMIOLOGIQUE ET DE GESTION DES ALERTES
(Réseau SEGA One health)**

PRÉAMBULE

Les États membres de la Commission de l'océan Indien (COI),

Rappelant que la COI, en tant qu'organisation de coopération régionale, établit une alliance sans cesse plus étroite entre ses Etats membres en termes de santé humaine et de santé animale, qu'elle déploie depuis 2009 des actions de renforcement de la surveillance épidémiologique, de la veille sanitaire et de la gestion des alertes et qu'elle apporte son appui aux Etats membres en cas d'urgences sanitaires pour la mise en œuvre de réponses au niveau régional,

Tenant compte de la « *Déclaration sur le renforcement épidémiologique, de l'alerte précoce et de la riposte aux épidémies dans les Etats membres de l'océan Indien* » adoptée lors de la réunion des Ministres de la Santé des États membres de la COI à Saint Denis du 30 octobre 2006,

Prenant note de la création du Réseau de Surveillance Épidémiologique et de Gestion des Alertes (Réseau SEGA One health) en 2009, et des activités menées en collaboration avec les services nationaux compétents en la matière,

Rappelant l'engagement des Etats membres lors du 27ème Conseil des Ministres de la COI (6 octobre 2011) de "mettre en place (...) un réseau régional de surveillance intégrée des maladies, sur le modèle de l'Organisation Mondiale de la Santé", dans le cadre du concept "Une seule santé" ;

**EPIDEMIOLOGICAL SURVEILLANCE AND
RESPONSE SYSTEMS NETWORK CHARTER
(SEGA One health Network)**

PREAMBLE

The Member States of Indian Ocean Commission (IOC),

Recalling that as a regional co-operation organisation, the IOC builds an ever-closer alliance between its Member States in terms of human and animal health. It has taken measures to strengthen epidemiological surveillance, health monitoring and response systems since 2009 and provides its support to Member States during health emergencies for the implementation of response systems at a regional level,

Taking into account the "*Declaration on the strengthening of epidemiological surveillance, early warning and response to epidemics in the Member States of the Indian Ocean*" adopted during the meeting of the Health Ministers of the IOC Member States in Saint-Denis on 30 October 2006,

Noting the creation of the Epidemiological Surveillance and Response Systems Network (SEGA One health Network) in 2009 and the activities carried out in collaboration with competent national authorities,

Recalling the commitment of Member States at the 27th IOC Council of Ministers (6 October 2011) to "establish (...) an integrated regional disease surveillance network, based on the World Health Organisation model", as part of the "One health" concept;



Désireux de mettre en œuvre la décision du 29^{ème} Conseil des Ministres de la COI des 10 et 11 avril 2014 visant la « pérennisation du Réseau SEGA One health et l'autonomisation de la veille sanitaire régionale d'ici 2017 »

Rappelant l'adhésion des Etats membres de la COI aux principes proclamés dans la Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) du 22 juillet 1946, visant l'amélioration de la santé et le traitement des inégalités des pays signataires dans le cadre de la lutte contre les maladies, et en particulier les maladies transmissibles,

Reconnaissant, de fait, la force réglementaire du Règlement Sanitaire International 2005 (RSI (2005)), adopté par l'OMS,

Déclarant que la COI est une organisation intergouvernementale au sens du RSI (2005),

Rappelant que, conformément au RSI (2005), les Etats Parties s'engagent à collaborer entre eux, dans la mesure du possible, pour détecter et évaluer les événements et y faire face ; assurer ou faciliter la coopération technique ; mobiliser des ressources financières pour faciliter l'application de leurs obligations au titre du RSI (2005) ; formuler des projets de lois et d'autres dispositions juridiques et administratives au fin de l'application du RSI (2005),

Rappelant l'adhésion des Etats membres de la COI aux principes proclamés dans l'Arrangement international de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE) du 25 janvier 1924, visant principalement le partage d'informations dans le cadre de la lutte contre les maladies, et en particulier les maladies transmissibles,

Reconnaissant, de fait, la force réglementaire des statuts organiques de l'OIE, et de son article 5 définissant les obligations des Etats membres,

Eager to implement the decision of the 29th IOC Council of Ministers held on 10 and 11 April 2014 addressing the "sustainability of the SEGA One health Network and empowerment of regional health monitoring by 2017"

Recalling the adherence of IOC Member States to the principles proclaimed in the World Health Organisation (WHO) Constitution of 22 July 1946, aiming to improve health and the treatment of inequalities in signatory countries as part of the fight against diseases, and in particular communicable diseases,

Recognising the regulatory power of the International Health Regulations 2005 (IHR (2005)), adopted by the WHO,

Stating that the IOC is an intergovernmental organisation under the IHR (2005),

Recalling that pursuant to the IHR (2005), the States Parties commit to work together, wherever possible, to detect and assess events and deal with them; provide or facilitate technical co-operation; mobilise financial resources to facilitate the implementation of their obligations under the IHR (2005); formulate proposed laws and other legal and administrative provisions for the implementation of the IHR (2005),

Recalling the adherence of IOC Member States to the principles proclaimed in the International Agreement of the World Organisation for Animal Health (OIE) of 25 January 1924, primarily aimed at sharing information relating to the fight against diseases, especially communicable diseases,

Recognising the regulatory power of organic statutes of the IOE, as well as its Article 5 laying out the obligations of Member States,

Rappelant les dispositions énumérées dans le titre I du Code sanitaire pour les animaux terrestres,

Reconnaissant également l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires de 1995 de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) donnant autorité à l'OIE d'établir les références internationales en matière de santé animale et de zoonoses,

Rappelant que le principe de la souveraineté des Etats inscrit les politiques sanitaires nationales parmi ses prérogatives,

Considérant le principe de primauté du droit national des Etats membres de la COI dans le domaine sanitaire ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er. RECONNAISSANCE DU RESEAU SEGA One health

Les Etats membres de la Commission de l'Océan indien reconnaissent le Réseau SEGA One health, son objet et son organisation.

Article 2. PRINCIPES

Le Réseau SEGA One health se fonde sur le principe de l'égalité souveraine des Etats membres de la COI. Les Etats membres de la COI s'engagent à respecter, selon les termes de la présente Charte, les principes de loyauté et de bonne foi dans leurs relations en matière sanitaire au niveau régional, impliquant le respect du devoir de réserve et de confidentialité des données échangées entre autorités compétentes.

Les Etats membres de la COI s'assurent une assistance mutuelle en cas de mesures sanitaires prise par l'un d'entre eux.

Recalling the provisions listed in Title I of the Terrestrial Animal Health Code,

Also acknowledges the 1995 Agreement on the implementation of sanitary and phytosanitary measures of the World Trade Organisation (WTO), giving the IOE the authority to establish international standards with regards to animal health and zoonoses,

Recalling that the principle of sovereignty of States includes, among its prerogatives, national health policies,

Considering the principle of primacy of the national law of IOC Member States in the health sector;

Have agreed as follows:

Article 1. ACKNOWLEDGEMENT OF THE SEGA One health NETWORK

The Member States of the Indian Ocean Commission recognise the SEGA One health Network, its purpose and organisation.

Article 2. PRINCIPLES

The SEGA One health Network is based on the principle of sovereign equality of IOC Member States. The IOC Member States are committed to respecting the principles of good faith in their relations in the fields of health at a regional level under the terms of this Charter, involving the obligation of discretion and confidentiality of all data exchanged between competent authorities.

The IOC Member States provide mutual assistance in the event of health measures taken by one of them.

Article 3. OBJET

L'objet du Réseau SEGA One health est de contribuer au niveau de surveillance sanitaire le plus élevé possible au sein des Etats membres de la Commission de l'océan Indien, conformément aux dispositions du RSI(2005) et du Code sanitaire pour les animaux terrestres (2015) de l'OIE et d'assurer la coordination d'actions face à des événements et urgences de santé publique et animale au niveau régional, et notamment de :

1. Renforcer la collaboration entre Etats membres de la COI en matière de partage d'informations sanitaires en santé publique et santé animale.
2. Renforcer la coordination régionale des actions de la lutte contre les maladies infectieuses dans les Etats membres de la COI.
3. Consolider les capacités de la veille sanitaire dans les Etats membres de la COI.
4. Renforcer les collaborations entre santé humaine, santé animale et les autres secteurs (environnement, recherche,...) dans le cadre du concept "Une seule santé".

Les autorités compétentes nationales partagent au sein du Réseau SEGA One health toute information de santé publique et animale disponible y compris celles se rapportant aux urgences, événements ayant un intérêt épidémiologique de portée nationale, régionale ou internationale et transmettent au Réseau une copie simultanée de toute notification faite à l'OMS et à l'OIE conformément aux dispositions du RSI (2005) et du Code sanitaire pour les animaux terrestres (2015).

Article 3. PURPOSE

The purpose of the SEGA One health Network is to contribute to health monitoring on the highest possible level within the Indian ocean Commission member States, in accordance with the provisions of the IHR (2005) and Terrestrial Animal Health Code (2015) of the IOE and to ensure the coordination of actions in response to public and animal health events and emergencies at a regional level, and in particular to:

1. Strengthen the collaboration between IOC Member States regarding the sharing of information concerning public health and animal health.
2. Strengthen regional co-ordination of actions for the fight against infectious diseases in the IOC Member States.
3. Consolidate health monitoring capabilities in the IOC Member States.
4. Reinforce the collaborations between human health, animal health and other sectors (environment, research,...) as part of the "One health" concept.

The national competent authorities share any available information within the SEGA One health Network concerning public and animal health, including those relating to emergencies, events that could represent a nationwide, regional or international epidemiological concern and submit simultaneous copies of all notifications sent to the WHO and OIE to the Network in accordance with the provisions of the IHR (2005) and Terrestrial Animal Health Code (2015).

Article 4. ORGANISATION

Le Réseau SEGA One health adopte la structure de deux Comités d'experts suivant le Protocole additionnel de la COI et d'une unité de veille sanitaire intégrée à l'organigramme du Secrétariat général de la COI. Il se compose des instances suivantes:

1. un Comité de pilotage, organe décisionnel, présidé par le Secrétaire général de la COI, ou son représentant, et composé des Directeurs en charge de la veille sanitaire et des Directeurs des services vétérinaires des Etats membres de la COI ou de leurs représentants.

Les représentants des bureaux OMS des Etats membres et le représentant régional de l'OIE, ainsi que les partenaires techniques du Réseau sont présents à titre d'observateurs.

2. un Comité technique régional, organe consultatif, multidisciplinaire, technique et scientifique, composé d'experts nationaux désignés par les autorités compétentes des Etats membres de la COI et d'experts des organisations partenaires de la COI.
3. une Unité de veille sanitaire, organe de coordination des activités, composée d'une équipe contractée par le Secrétariat général de la COI pour mettre en œuvre les activités du Réseau.

Article 5. RESPONSABILITÉS, POUVOIRS ET FONCTIONS DES INSTANCES

Le Règlement intérieur décrit les responsabilités, pouvoirs et fonctions des trois instances du Réseau SEGA One health.

Le Comité de pilotage du Réseau SEGA One health établit et modifie le règlement intérieur.

Article 6. MEMBRES DU RÉSEAU SEGA One health

La participation aux séances de travail du Réseau SEGA One health est réservée aux experts nationaux désignés par les Etats membres de la

Article 4. ORGANISATION

The SEGA One health Network is made up of two Expert Committees as stipulated by the additional IOC Protocol and a Health Monitoring Unit integrated into the organisational structure of the IOC General Secretariat. It consists of the following bodies:

1. A Steering Committee, which is the decision-making body, chaired by the IOC Secretary General, or his representative, and comprising of the Directors responsible for health monitoring and Chief Veterinary Officers of the IOC Member States or their representatives.

WHO representatives of Member States and the regional representative of the OIE, as well as the technical partners of the Network who are present as observers.

2. A regional technical Committee, which is the advisory, multidisciplinary, technical and scientific body, comprising of national experts appointed by competent authorities of the IOC Member States and experts of partner IOC organisations.
3. A Health Monitoring Unit, the body responsible for the co-ordination of activities, comprising of a team contracted for the implementation of the Network's activities by the IOC General Secretariat.

Article 5. RESPONSIBILITIES, POWERS AND DUTIES OF THE BODIES

The Bylaws outline the responsibilities, powers and duties of the three SEGA One health Network bodies.

The Steering Committee of the SEGA One health Network drafts and amends the bylaw.

Article 6. SEGA One health NETWORK MEMBERS

Participation in the SEGA One health Network work sessions is reserved to national experts appointed by the IOC Member States and their

COI et à leurs partenaires techniques. Le Secrétariat général de la COI invite des observateurs aux séances de travail du Réseau SEGA One health sur proposition du Comité de pilotage ou de l'Unité de veille sanitaire.

Article 7. ACTIVITES

Les activités mises en œuvre par le Réseau SEGA One health sont définies dans des documents programmatiques pluriannuels et annuels préparés par l'Unité de veille sanitaire et validés par le Comité de pilotage.

Article 8. CONVENTIONS DE COOPERATION

Les Etats membres de la COI s'engagent à déployer les meilleurs efforts pour que la COI puisse conclure des conventions de coopération avec d'autres organisations dans le cadre du concept « Une seule santé ».

Article 9. FINANCEMENT

Les Etats membres s'engagent sous forme de contributions volontaires à assurer le fonctionnement de l'UVS et les activités liées à l'animation du Réseau SEGA One health.

En complément les Etats membres de la COI s'engagent à déployer les meilleurs efforts pour que la COI puisse conclure des conventions de financement avec d'autres partenaires techniques et financiers permettant au Réseau SEGA One health de mettre en œuvre des activités considérées comme prioritaires.

Les budgets sont définis dans les documents programmatiques.

Article 10. QUORUM

L'adoption de toute décision au sein des différentes instances du Réseau SEGA One health est assujettie au principe du consensus positif.

Les observateurs ont le droit de participer aux réunions du Réseau SEGA One health sans pouvoir décisionnel.

Article 11. SIÈGE

Le Réseau SEGA a son siège au sein du siège de la

technical partners. The IOC General Secretariat may invite observers to the work sessions of the SEGA One health Network upon the recommendation of the Steering Committee or Health Monitoring Unit.

Article 7. ACTIVITIES

The activities implemented by SEGA One health Network are laid out in multi-annual and annual programme documents which are prepared by the Health Monitoring Unit and validated by the Steering Committee.

Article 8. CO-OPERATION CONVENTIONS

The IOC Member States undertake to make every effort to enable the IOC to conclude co-operation conventions with other organisations as part of the "One health" concept.

Article 9. FUNDING

Member States commit themselves to ensure the proper functioning of the Health Monitoring Unit (HMU) and the activities associated with the sustaining of the SEGA One health Network in the form of voluntary contributions.

In addition, IOC Member States undertake to make every effort to enable the IOC to conclude funding agreements with other technical and financial partners, allowing the SEGA One health Network to implement the activities identified as priority.

Budgets are defined in the programme documents.

Article 10. QUORUM

Any decision taken by the different SEGA One health Network bodies is subject to the positive consensus principle.

Observers have the right to participate in the SEGA One health Network meetings but do not possess decision-making powers.

Article 11. HEADQUARTERS

The SEGA Network has its headquarters at the

COI. Il pourra être transféré sur proposition du Comité de pilotage après validation par les organes de gouvernance de la COI.

ARTICLE 12. ENTREE EN VIGUEUR

La présente Charte entre en vigueur lorsque l'ensemble des Etats membres de la COI notifie leur acceptation au Secrétariat général de la COI.

L'original de la Charte, signée lors du Conseil des Ministres de la COI, est déposé auprès du Secrétariat général de la COI.

Article 13. AMENDEMENTS

Le Comité de pilotage peut proposer des amendements à la présente Charte. Ces propositions d'amendements sont soumis aux Etats membres de la COI pour validation.

Les amendements entrent en vigueur lorsque l'ensemble des Etats membres de la COI notifie leur acceptation au Secrétariat général de la COI.

L'original de la Charte amendée, signée lors du Conseil des Ministres de la COI, est déposé auprès du Secrétariat général de la COI.

Article 14. DENONCIATION

Tout Etat membre de la COI peut, à tout moment, dénoncer la Charte du Réseau SEGA One health par notification écrite adressée au Secrétariat général de la COI, qui en informe les autres Etats membres. La dénonciation prend effet un mois après la date à laquelle la notification a été reçue par le Secrétariat général.

Fait à Saint Denis, le 1^{er} mars 2017, en six (6) exemplaires originaux, en français et en anglais, les deux versions faisant également foi.

IOC headquarters. It may be relocated upon the recommendation of the Steering Committee after validation by the IOC governing bodies.

ARTICLE 12. ENTRY INTO FORCE

This Charter shall enter into force when all the IOC Member States have notified the IOC General Secretariat of their acceptance.

The original draft of the Charter signed during the IOC Council of Ministers shall be filed with the IOC General Secretariat.

Article 13. AMENDMENTS

The Steering Committee may propose amendments to this Charter. These proposed amendments are submitted to the IOC Member States for approval.

The amendments shall enter into force when all the IOC Member States have notified the IOC General Secretariat of their acceptance.

The original draft of the Charter signed during the IOC Council of Ministers shall be filed with the IOC General Secretariat.

Article 14. WITHDRAWAL

Any IOC Member State may, at any time, withdraw from the SEGA One health Network Charter by written notification addressed to the Secretary General of the IOC, who will inform the other Member States. The withdrawal shall take effect one month after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

Drafted in Saint Denis, on the 1st March 2017, in six (6) original copies, in French and in English, each version being equally authentic.



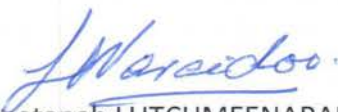
SE Monsieur Mohamed BACAR DOSSAR
Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, chargé des Comoriens de
l'étranger
UNION DES COMORES



SE Monsieur Jean-Marie LE GUEN
Secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie auprès du Ministère
des Affaires Etrangères
FRANCE



SE Madame Béatrice ATALLAH
Ministre des Affaires Etrangères
RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR



Hon. Seetana LUTCHMEENARAIDOO
Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et du Commerce
International
REPUBLIQUE DE MAURICE



SE Monsieur Jean Paul ADAM
Ministre de la Santé et du Développement Social
RÉPUBLIQUE DES SEYCHELLES